



**CCFP du 25 juin**

## **Déclaration liminaire**

Monsieur le secrétaire d'Etat,

Vous nous avez montré depuis votre arrivée que les promesses n'engagent que celles et ceux qui les écoutent. Une nouvelle fois, vous nous avez promis que les documents des groupes de travail seraient adressés au minimum 48h avant les séances.

Pour ce CCFP, pourtant d'une importance primordiale puisque convoqué pour réaliser un bilan, tirer les enseignements de la crise que nous traversons, cela n'aura pas été le cas. Une nouvelle fois. Cela ne nous étonne pas. Vous exprimez ainsi une nouvelle fois un manque de respect pour l'ensemble des agent-es de la fonction publique que nous représentons.

Faire un vrai travail nécessite du temps, pour que cela ait un sens et un intérêt.

Concernant le bilan de la crise sanitaire.

La crise sanitaire que nous avons traversée, de plein fouet, est le résultat même d'un capitalisme débridé, qui n'a cessé d'intensifier la mondialisation des échanges économiques, sur fonds de déréglementation. La crise sanitaire mondiale est l'expression même de la crise d'un capitalisme productiviste et sans limites, qui s'affranchit des Etats, des normes sanitaires et environnementales, des droits sociaux, et pour qui les salarié-e-s ne sont que des variables d'ajustement.

Résultat de ce désengagement au profit de la loi du marché, et de la sanctification du rôle de l'Entreprise, L'Etat n'a pas été à la hauteur de la situation d'urgence sanitaire.

La casse des services publics, par les privatisations, marchandisations, externalisations, abandons de missions, a considérablement impacté et réduit les capacités de réaction de l'Etat comme de l'ensemble des collectivités publiques pour la mise en oeuvre de leurs politiques publiques.

L'hôpital public a été l'épicentre de la crise sanitaire et démonstration a été faite si besoin était que seul un système de santé public solide est à même de répondre à une crise sanitaire. Le secteur privé n'est d'aucun secours. Or l'hôpital public s'est trouvé en grave difficulté, par manque de moyens budgétaires et humains, ayant subi une accumulation de suppressions de lits et d'implantations territoriales, la part belle ayant été donnée à la marchandisation de la santé.

Pendant toute la durée de la crise sanitaire, et en espérant qu'elle soit effectivement finie, les services publics ont été particulièrement sollicités. Les agent-es ont été là. Ils et elles ont assumé malgré les difficultés. Ils et elles ont dû suppléer aux difficultés résultantes d'années de réformes destructrices : baisse des moyens, des effectifs, casse des

organisations et liquidation d'implantations territoriales.

Ils ont assumé les conséquences des politiques destructrices des gouvernements successifs.

Les conséquences de ces destructions de services publics ont été lourdes pour la population. La situation aurait été bien différente sans les milliers de suppressions de lits et d'effectifs dans les hôpitaux par exemple.

La crise sanitaire a aussi agi comme un révélateur des inégalités, inégalités sociales comme territoriales, les deux se cumulant souvent, dans les zones rurales excentrées comme dans les banlieues, dans les DOM aussi. Inégalités Hommes/Femmes aussi, les métiers invisibilisés des professions féminines se révélant dans leur misère quotidienne, ainsi dans la fonction publique les conditions de travail et de rémunération dégradées des aides soignantes et des agent-es chargé-e-s de l'aide à la personne dans les EHPAD.

Que dire des conditions dans lesquelles il a été demandé aux agent-es de travailler, bien trop souvent sur des missions que l'on pouvait qualifier de non essentielles... ou qui de non essentielles sont devenues essentielles au cours du temps... au bon vouloir de chefs de service locaux parfois.

L'attente des masques a été longue très longue puisqu'à la fin du confinement, certain-es n'en avaient toujours pas. Que dire des masques périmés ? moisissés ? aux normes chinoises ? Vous pourrez répéter que cela ne risquait rien. Cela ne changera rien aux risques que les agent-es ont pris du fait d'une gestion désastreuse de la crise.

Que dire du manque de surblouses, gants, gel hydroalcoolique et parfois même tout simplement de savon... Il s'agissait de la santé d'agent-es publics, soignant-es souvent.

La santé des agent-es a été mise en danger. L'Etat employeur n'a pas assumé ses responsabilités.

Parfois même, il a été demandé à certaines administrations de travailler en dehors du droit... sans habilitation. Cela a été le cas à la DGCCRF par exemple.

Là aussi... l'Etat a été tout sauf exemplaire.

Que dire encore des attaques diverses et nombreuses contre les droits des agent-es ?

Contre leur droit de retrait notamment... La scandaleuse note de la DGAFP adressée sur le sujet a tenté de dissuader les agent-es d'exercer leur droit.

Attaques également contre les jours de congés et de RTT. Pire, beaucoup d'agent-es en présentiel ou télétravail ont vu augmenter leur temps de travail.

Le télétravail a été l'occasion de nombreuses dérives : travail sur du matériel personnel. Pour Solidaires, il n'est pas admissible de demander aux agent-es de suppléer aux carences de l'administration. Par ailleurs, pour précision... vous avez décidé d'appliquer un décret alors même qu'il n'était pas officiellement paru.

L'augmentation du temps de travail a été forte, avec des heures supplémentaires réalisées en soirée et le week-end. L'articulation entre vie personnelle et vie professionnelle s'étant effacée, cela a été particulièrement difficile pour les femmes.

Une nouvelle fois, Solidaires vous le répète. On ne peut cumuler télétravail et garde d'enfants. L'égalité femme homme passe aussi par là si l'on veut que l'égalité ne se résume pas à un simple accord majoritaire et un protocole. Le télétravail a été source de souffrance au travail. Le droit à la déconnexion doit être affirmé. Nous demandons que soit réalisé un bilan contradictoire du télétravail et bien entendu pas par voie dématérialisée.

Les agents ont subi des injonctions contradictoires, des ordres, contre ordres, ce qui est révélateur de l'impréparation des autorités publiques. Les PCA obligatoires et les PRA ensuite même si leurs statuts sont différents ont souvent réparés à la va vite. Il a trop souvent fallu les réclamer.

On ne peut ici que souligner l'aspect essentiel des CHS CT face à la crise sanitaire. Une nouvelle fois, Solidaires vous demande que ces instances soient maintenues et l'ensemble de leurs compétences réaffirmées.

Une question technique également : qu'en est-il aujourd'hui de la situation des personnes vivant avec des personnes vulnérables. Certains ministères semblent déjà considérer que les agent-es ne peuvent plus bénéficier de télétravail / ASA. Alors que sauf erreur, rien n'a changé dans le discours de la DGAFP sur le sujet.

Enfin, nous ne pouvons que regretter d'avoir à constater que non seulement des freins ont été mis à l'activité syndicale en limitant parfois la circulation des représentant-es syndicaux, ce qui met à mal la défense des agent-es. Pire, des cas de répression syndicale ont été enregistrés. A l'inspection du travail. Mais aussi à l'Education nationale notamment. Solidaires vous demande ainsi que toutes les mesures et sanctions envisagées contre les agent-es soient retirées.

Aujourd'hui il faut tirer les enseignements de ce qui s'est passé... .

Il faut prendre des orientations radicalement différentes à celles prises par les gouvernements successifs et notamment le vôtre. Nous voulons au autre avenir, pour une société plus juste, plus solidaire. Cela passe par une transition économique, sociale et écologique. Cela implique la redistribution des richesses et le partage du travail par la réduction du temps de travail, au lieu et place d'un chômage endémique.

Facteur de redistribution des richesses et de réduction des inégalités, les services publics doivent être renforcés et développés, notamment en matière de santé, petite enfance et dépendance (EHPAD). Quoi que vous disiez, les services publics ne sont pas coût mais bien comme une richesse. Les services publics et la fonction publique ne doivent pas être une nouvelle fois la variable d'ajustement.

La crise qui s'ouvre va être terrible et les services

publics vont être encore plus sollicités car la population est fragilisée, précarisée et que les services publics, sont justement là pour garantir donner à tous l'accès aux droits de toutes et tous : droit à la santé, à l'éducation, à la culture, au logement, à l'alimentation (par les cantines scolaires).

Les services publics peuvent et doivent être financés par une réforme fiscale juste, par la lutte contre la fraude et l'évasion fiscale. Ils ne doivent pas être sacrifiés sous prétexte de relance économique.

On ne peut impunément supprimer des postes de fonctionnaires, des budgets sans se dire que cela aura des conséquences désastreuses pour nos concitoyen-nes ainsi que sur les conditions de travail des agent-es.

Il faut ainsi :

- Arrêter les suppressions d'effectifs et reprendre les recrutements afin de ne plus fonctionner à flux tendu, afin de ne plus répondre comme on le peut à l'urgence en mettant en danger les agents et en n'assurant pas le service public comme il devrait l'être. Ce n'est pas une incantation mais bien une urgence.

- Titulariser les contractuel-les

- Abroger le jour de carence

- Il faut reconnaître les qualifications des agent-es publics par la revalorisation indiciaire des traitements, en commençant par la revalorisation des carrières et rémunérations des filières féminisées pour une véritable égalité femmes/hommes. Et l'ajout de points d'indice de manière uniforme.

Ce ne sont pas des primes injustes et mesquines que les agent-es attendent. Ce n'est pas gagner plus en travaillant plus. C'est tout autre chose. Vous le savez. A vous d'agir maintenant. Le travail des agent-es doit être reconnu. On ne peut se contenter de dire merci et de distribuer quelques primes et médailles et tout oublier ensuite.

- Abroger la loi de transformation de la fonction publique : c'est indispensable. La population a besoin de services publics rendus par des fonctionnaires sous statut afin d'assurer à toutes et tous un égal accès aux services publics, sans discrimination.

La période l'a montré. Il faut rétablir les CHS CT dans leurs prérogatives et compétences, et notamment en matière de risques psycho-sociaux et organisationnels, qui ont été prégnants pendant la crise sanitaire.

Il faut aussi reconnaître le COVID 19 comme maladie professionnelle pour l'ensemble des personnels. Les attermoiements sur le sujet n'ont que trop duré.

- Arrêter et non suspendre toutes les réformes en cours, celle des retraites notamment, qui va générer un appauvrissement des retraité-e-s et un accroissement des inégalités à la retraite.

Solidaires demande un bilan. Un vrai. Que l'on tire des enseignements. Pas la présentation à chaud d'éléments dont nous n'avons pas eu connaissance. Il faut savoir pourquoi l'Etat n'était pas prêt à tous les sens du terme et dans tous les domaines.

Solidaires demande un vrai bilan aujourd'hui ainsi qu'un bilan à froid de la crise sanitaire pour avoir le recul nécessaire sur ses effets à long terme concernant les services publics et les agent-es qui les servent pour l'intérêt général.